



**Fourniture d'accès à des services d'intelligence artificielle (IA), de prestations expertes et de puissance de calcul (compute)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

**ACCORD-CADRE N° 20255414**

# SOMMAIRE

1.	OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1.	Objet de l'Accord-Cadre	4
1.2.	Décomposition de l'accord-cadre	4
1.3.	Durée de l'Accord-Cadre	4
1.4.	Type de l'Accord-Cadre	5
1.5.	Modalités d'attribution des bons de commande	5
1.6.	Réalisation de prestations similaires	6
2.	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	6
3.	DEFINITIONS	7
4.	DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
4.1.	Délais de base	8
4.2.	Prolongation des délais	8
5.	CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	9
5.1.	Obligations du Titulaire	9
5.1.1.	PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DU MARCHE PAR LE TITULAIRE	9
5.1.2.	OBLIGATION DE CONSEIL ET DE MISE EN GARDE	10
5.1.3.	PRISE EN COMPTE DES PREOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES	11
5.2.	Dispositions relatives à la fourniture de services d'IA	12
5.3.	Obligations de confidentialité	12
5.4.	Protection des données à caractère personnel	13
5.5.	Force majeure	14
5.8	Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'Accord-Cadre	15
5.9	Travail dissimulé	16
5.10	Clause de réexamen	16
6	PRIX DE L'ACCORD-CADRE	16
6.1	Caractéristiques des prix pratiqués	16
6.2	Modalités de variations des prix de l'Accord-Cadre	17
7	AVANCE	17

8	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	17
8.1	Acomptes et paiement partiels définitifs	17
8.2	Présentation des demandes de paiements .....	18
8.3	Délai global de paiement .....	19
9	DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE APPLICABLE A L'ACCORD-CADRE	20
10	PENALITES	21
10.1	Stipulations communes	21
10.2	Pénalités de retard .....	22
10.3	Pénalités pour non-respect des niveaux de service .....	22
10.4	Pénalités pour autres motifs	22
11	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	23
12	RESPONSABILITE ET ASSURANCES	23
12.1	Responsabilité contractuelle	23
12.2	Assurances .....	24
15	DROIT ET LANGUE	25
16	CLAUSES COMPLEMENTAIRES	25
16.1	Régularité administrative du Titulaire :	25
16.2	Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur	26
16.3	Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption	27
16.4	Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT .....	27
17	DEROGATIONS AU C.C.A.G.- TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)	27

## 1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

---

### 1.1. Objet de l'Accord-Cadre

---

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la **mise à disposition de services d'intelligence artificielle (IA), de prestations expertes et de puissance de calcul (compute) pour la Caisse des dépôts et consignations** (ci-après l'« Acheteur » ou la « CDC »), **les entités du groupe Caisse des dépôts et la BPI.**

**L'Accord-Cadre est passé par un groupement d'achat, conclu entre la CDC, les entités du groupe Caisse des Dépôts (cf. annexe 1 au CCTP) et de Bpifrance, dont le coordonnateur est la CDC (ci-après « le coordonnateur ») :**

Le Titulaire déclare pouvoir répondre à l'ensemble des exigences fonctionnelles de la CDC décrites au sein du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

**Lieu(x) d'exécution :** France métropolitaine.

### 1.2. Décomposition de l'accord-cadre

---

Les prestations sont réparties en **2 lots** :

Lot	Désignation
1	Services d'intelligence artificielle (IA), de prestations expertes
2	Puissance de calcul (compute) / GPU et services de prestation expertes

Dans le présent document, sauf stipulation contraire, le terme « Accord-Cadre » désigne chacun des lots mentionnés ci-dessus.

### 1.3. Durée de l'Accord-Cadre

---

L'Accord-Cadre est conclu pour une **durée initiale de deux ans** à compter de sa notification.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur.

L'Accord-Cadre pourra être **reconduit tacitement deux (2) fois**, pour une nouvelle période d'un an, **sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.**

Le Titulaire ne pourra s'opposer à ces reconductions.

La reconduction de l'Accord-Cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par l'Acheteur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'Accord-Cadre.

La décision de ne pas reconduire l'Accord-Cadre ne donne droit à aucune indemnité.

#### 1.4. Type de l'Accord-Cadre

---

**Chaque lot est mono-attributaire et est traité à prix unitaires.**

Les prestations sont passées à **bons de commande** en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, avec un montant maximum sur la durée de 4 ans de :

- **Pour le lot n° 1 : 80 M € HT**
- **Pour le lot n° 2 : 60 M € HT**

L'Acheteur se réserve la possibilité de traiter hors du présent Accord-Cadre des prestations exceptionnelles, de par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre, pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'Accord-Cadre.

#### 1.5. Modalités d'attribution des bons de commande

---

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'Acheteur.

**Chaque membre du groupement d'achat pourra émettre des bons de commande en fonction de ses besoins et conformément aux prix unitaires indiqués à l'annexe financière.**

**Lors de l'émission d'un bon de commande, les membres du groupement pourront convenir avec le ou les éditeurs concernés des conditions détaillées de fourniture des produits et services (contrats de licences, maintenance, SaaS, conditions contractuelles DORA, conditions contractuelles RGPD,...).**

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- **Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;**
- **La date et le numéro de l'Accord-Cadre ;**
- **La date et le numéro du bon de commande ;**
- **Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;**
- **Les délais de livraison (date de début et de fin) ;**
- **Les lieux de livraison des prestations ;**
- **Le montant du bon de commande ;**
- **La nature et la description des prestations à réaliser ;**

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents de l'Accord-Cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au titulaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire.

**L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-Cadre.**

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-Cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

## **1.6. Réalisation de prestations similaires**

---

L'Acheteur pourra confier au Titulaire de l'Accord-Cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel l'Accord-Cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel Accord-Cadre pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification de l'Accord-Cadre initial.

## **2. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE**

---

Les pièces contractuelles de l'Accord-Cadre (ci-après « les Documents Contractuels ») sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le Bordereau de prix unitaires (B.P.U)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et son annexe
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) des marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commande notifiés au Titulaire par l'Acheteur en exécution de l'Accord-Cadre et ses annexes (contrats éditeurs)
- Le cas échéant, l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4)
- L'offre technique du Titulaire (mémoire technique et CRT).

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

### 3. DEFINITIONS

---

**Donnée** : désigne toute information, quel qu'en soit la forme et le fond, contenues et/ou entrées manuellement ou automatiquement, traitées et/ou produites dans le cadre du Marché. Les Données comprennent notamment les informations confidentielles au sens de l'article « Confidentialité » des présentes et les données à caractère personnel telles que définies à l'article 4 du RGPD.

**Incident de Sécurité** : désigne tout événement ou une série d'événements imprévus résultant de processus internes inadaptés ou défaillants ou d'événements extérieurs affectant la sécurité ou le fonctionnement des systèmes d'information et de communication (notamment leur disponibilité, leur intégrité, leur confidentialité ou leur continuité) et/ou la sécurité des informations utilisées pour la fourniture de la Solution (notamment sa disponibilité, son intégrité ou sa confidentialité). Ceci inclut les incidents provenant de cyber-attaque ou de la non-pertinence ou de la mise en échec des mesures de sécurité physique.

**Livable** : désigne tous les éléments quelles qu'en soient la nature ou la forme, tels que la Documentation, les Données, rapports, plannings, feuilles de route, *story board*, cahiers de recettes, cahiers de paramétrages de l'outil, analyses, travaux, résultats, logiciels, procédures, décrits au sein du CCTP et/ou réalisés par le Titulaire spécifiquement pour le compte et les besoins de l'Acheteur et fournis à l'Acheteur dans le cadre du présent Marché.

**Programme Malveillant** : désigne un code informatique nocif tel que notamment virus, bombes logiques, vers, chevaux de Troie ou tout autre code ou instruction infectant ou affectant tout programme, logiciel, donnée, fichier, base de données, ordinateur ou autre matériel ou élément, endommageant, portant atteinte, compromettant l'intégrité ou la confidentialité, perturbant en tout ou partie le fonctionnement, détournant ou permettant de détourner en tout ou partie un système d'information de l'usage auquel il est destiné.

**Solution** : désigne l'outil accessible soit en mode "on premise", soit en mode SaaS et mis à disposition de la CDC (et la Documentation qui lui est afférente), permettant l'échange des Données, intégrant l'ensemble des fonctionnalités décrites dans le CCTP, paramétrée et personnalisée selon les besoins de l'Acheteur.

**SaaS ou « Logiciel en tant que Service »** : SaaS est l'acronyme de « *Software as a Service* ». Désigne le mode d'accès distant aux fonctionnalités de la Solution, par le biais d'Internet.

**Services** : désigne l'ensemble des services liés à l'utilisation de la Solution par l'Acheteur et décrits notamment au présent document et au CCTP.

**Utilisateur** : désigne toute personne physique autorisée par l'Acheteur à se connecter par accès distant à la Solution pour utiliser ses fonctionnalités.

**GPU** : est l'acronyme de « *Gaphical Processing Unit* » processeurs graphiques (unités GPU) matériels pour les applications à contenu graphique volumineux.

**PAAS** : Plateforme en tant que service (PaaS). La capacité fournie au consommateur consiste à déployer sur l'infrastructure de cloud des applications créées par le consommateur ou acquises par lui, à l'aide de langages de programmation, de bibliothèques, de services et d'outils pris en charge par le fournisseur. Le consommateur ne gère ni ne contrôle l'infrastructure de cloud sous-jacente, notamment le réseau, les serveurs, les systèmes d'exploitation ou le stockage, mais il contrôle les applications déployées et éventuellement des paramètres de configuration de l'environnement d'hébergement des applications.

**Cloud public** : L'infrastructure de cloud est mise à disposition pour une utilisation ouverte par le grand public. Elle peut être détenue, gérée et exploitée par une organisation commerciale, académique ou gouvernementale, ou plusieurs organisations de ces types. Elle existe sur le site du fournisseur de cloud.

**Cloud communautaire** : L'infrastructure de cloud est allouée pour une utilisation exclusive par une communauté spécifique de consommateurs provenant d'organisations partageant les mêmes intérêts (par exemple, mission, exigences de sécurité, politique et considérations de conformité). Elle peut être détenue, gérée et exploitée par une ou plusieurs organisations de la communauté, un tiers ou plusieurs organisations et tiers, et peut exister sur site ou hors site.

**Cloud hybride** : L'infrastructure de cloud est constituée de deux ou plusieurs infrastructures de cloud distinctes (privées, communautaires ou publiques) qui restent des entités uniques, mais qui sont liées entre elles par une technologie standardisée ou propriétaire qui permet la portabilité des données et des applications (par exemple, cloud bursting pour la répartition de charge entre les clouds).

**Cloud privé** : L'infrastructure de cloud est allouée pour un usage exclusif par une seule organisation comprenant plusieurs consommateurs (par exemple, unités commerciales). Elle peut être détenue, gérée et exploitée par l'organisation, un tiers ou plusieurs organisations et tiers, et peut exister sur site ou hors site.

## 4. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

---

### 4.1. Délais de base

---

Le Titulaire est tenu au respect des délais d'exécution des prestations et de remise des Livrables spécifiés dans les Documents Contractuels, et notamment dans le CCTP, ou, le cas échéant, dans chaque bon de commande, le non-respect de ces délais pouvant le cas échéant justifier l'application de pénalités.

Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés à l'article « Pénalités ».

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable à l'Acheteur.

### 4.2. Prolongation des délais

---

Les délais d'exécution peuvent être prolongés dans les conditions prévues à l'article 13.3 du C.C.A.G. T.I.C.

Par dérogation à cet article, le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'Accord-Cadre dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.



Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

## **5. CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

---

### **5.1. Obligations du Titulaire**

---

Le Titulaire s'engage à avoir pris connaissance des besoins exprimés par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'Accord-Cadre qui lui sont attribuées conformément aux stipulations de l'Accord-Cadre, aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le Titulaire s'engage en sa qualité de professionnel, à délivrer une Solution conforme à sa documentation technique et fonctionnelle et aux besoins exprimés par l'Acheteur dans les Documents Contractuels.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire est seul responsable des moyens et des méthodes qu'il met en place dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre.

#### **5.1.1. Personnel affecté à l'exécution du Marché par le Titulaire**

Le Titulaire affecte à l'exécution des prestations objet de l'Accord-Cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des prestations et pour la bonne réalisation de ceux-ci.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité de ses équipes pendant la durée des prestations.

Le Titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-Cadre, telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-Cadre qui lui ont été attribués ou susceptibles d'affecter l'exécution de l'Accord-Cadre.

Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié à l'Acheteur chargé du suivi global de l'exécution de l'Accord-Cadre qui lui est attribué. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du représentant de l'Acheteur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin de l'Accord-Cadre.

De plus, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des Livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Le Titulaire doit disposer d'une politique de sécurité interne relative à son système d'information et il sensibilise son personnel sur les enjeux de la sécurité des systèmes d'information et sa responsabilité dans ce domaine.

Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra l'Acheteur, ils demeurent néanmoins dans tous les cas sous l'autorité hiérarchique du Titulaire.

#### **5.1.2. Obligation de conseil et de mise en garde**

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur.

Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel des services en ligne dans le domaine d'activité objet du Marché mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur. Il reconnaît se conformer à l'ensemble des textes législatifs et réglementaires ainsi que toutes les normes techniques et bonnes pratiques de sécurité dans le domaine d'activité relatif à ses services.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-Cadre ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par l'Acheteur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies aux présentes.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

L'Acheteur mettra à la disposition du Titulaire, tous documents et informations que l'Acheteur jugera nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

### **5.1.3. Prise en compte des préoccupations environnementales**

La Caisse des dépôts exige que le Titulaire s'engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

- **Mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter**
- De manière générale, réduire son impact sur l'environnement (y compris sur le volet biodiversité).

**Le Titulaire communique annuellement à la Caisse des Dépôts sur la plateforme PROVIGIS, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière dans le cadre du présent accord-cadre.**

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
- de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
- subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ces éléments sont communiqués chaque année **au plus tard le 30 décembre** de chaque année de l'Accord-cadre.

Le Titulaire veille par ailleurs à respecter les prescriptions suivantes :

- il communique aux Membres du groupement / à l'Acheteur, sauf demande contraire de ce dernier ou clause contraire, tout document ou livrable au format électronique, à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable ;
- pour tout document ou livrable qui ne peut être communiqué par voie électronique, il assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques, sauf clause contraire ou demande contraire des Membres du groupement/de l'Acheteur à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable
- il intègre dans ses rapports des recommandations liées au développement durable (aspects sociaux, sociétaux et environnementaux) dès que ces éléments sont opportuns ;
- il favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels ;
- il privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- il prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillée ;
- il met en place une politique de sobriété numérique (par exemple : tri des Données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés) ».

Les mesures prises par le Titulaire pourront être contrôlées par l'Acheteur.

Le Titulaire s'assure du respect des obligations environnementales de l'Accord-Cadre par ses sous-traitants.

En cas de non-respect de ces obligations, après une mise en demeure restée infructueuse, le Titulaire encourt, par manquement, une pénalité définie à l'article « Pénalités ».

## **5.2. Dispositions relatives à la fourniture de services d'IA**

---

### **Les dispositions seront contractualisées lors de la passation des commandes.**

Le Titulaire s'engage à retenir des offres de fournisseurs qui garantissent que la solution basée sur l'intelligence artificielle, y compris les algorithmes, système RAG, données d'entraînement et fonctionnalités, est conforme aux lois et règlements applicables, notamment en matière d'intelligence artificielle, y compris le Règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle et respecte notamment les grands principes suivants :

- a) La protection des données personnelles, y compris le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et la loi informatique et liberté modifiée ;
- b) La sécurité des systèmes d'information et cybersécurité, conformément aux normes applicables et aux meilleures pratiques sectorielles ;
- c) La Résilience opérationnelle numérique applicable aux entités du secteur financier conformément au Règlement DORA.

## **5.3. Obligations de confidentialité**

---

Le présent article complète l'article 5.1 du C.C.A.G.-T.I.C.

Les documents, fichiers, données ou renseignements de toute nature, relatifs aux parties et échangés entre les parties quel qu'en soit le moyen, sont strictement confidentiels et restent en tout état de cause la propriété de la partie qui les a communiqués. Sont également strictement confidentiels tous les documents, données et informations de nature technique, organisationnelles ou financière dont le Titulaire a pu avoir connaissance dans le cadre de l'Accord-Cadre et en particulier les informations relatives à la lutte anti-blanchiment, l'organisation, la stratégie en matière de prévention des risques de l'Acheteur.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- ♦ le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance dans le cadre de l'Accord-Cadre. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Il est toutefois autorisé à en conserver une copie unique, à titre d'archive, et uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires ; cette copie doit être conservée dans des conditions strictes de confidentialité ;

- ♦ les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur définies dans le Plan d'Assurance Sécurité ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- ♦ le Titulaire prend toutes les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des Données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre du présent Accord-Cadre;
- ♦ il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

Le Titulaire est relevé de ses engagements de confidentialité vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres cocontractants éventuels notamment les offreurs de Solutions, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des Prestations ou Services ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans le présent Accord-Cadre, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et tant en ce qui concerne l'existence même de l'Accord-Cadre que les objectifs poursuivis par l'Acheteur. A ce titre, le Titulaire s'engage à conclure avec les sous-traitants ou cocontractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article ; étant entendu que le Titulaire se porte fort du respect par les personnes visées à cet alinéa de la présente obligation de confidentialité.

La présente obligation de confidentialité est valable pendant toute la durée des relations contractuelles du Titulaire et de l'Acheteur, et pendant deux (2) ans à compter de leur cessation, pour quelque cause que ce soit.

#### **5.4. Protection des données à caractère personnel**

---

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du C.C.A.G.-T.I.C.

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel (Les « Données Personnelles »), notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire s'engage à informer les fournisseurs de solutions d'IA que les modalités de traitement de Données Personnelles lors de la fourniture de logiciels ou services fera l'objet d'un contrat spécifique conformément aux dispositions de la Réglementation applicable et notamment de l'article 28 du RGPD.

Le Titulaire détermine seule les finalités et moyens des traitements de Données Personnelles qu'il effectue dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre, et à ce titre agit en tant que responsable de traitement. Par conséquent, le Titulaire fera son affaire personnelle du respect de ses obligations dans le cadre de la Réglementation Protection des Données Applicable, et en particulier :

- (i) de l'information préalable des personnes concernées, du recueil de leur consentement si nécessaire et de la gestion de leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition et à l'effacement de leurs Données Personnelles, à la limitation du traitement ainsi qu'au droit de décider du sort de leurs Données Personnelles après leur mort ;
- (ii) de la sécurité des Données Personnelles notamment en adoptant des mesures techniques et organisationnelles appropriées au regard des caractéristiques du traitement, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données Personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, aux Données Personnelles, mais également pour en assurer la disponibilité selon la Réglementation Protection des Données Applicable.

Le Titulaire s'engage à ne traiter les Données Personnelles que pour les besoins stricts de l'exécution de l'Accord-Cadre, ou pour toute autre finalité ultérieure qui serait compatible avec les finalités initiales de traitement de ces Données Personnelles, au regard de l'Accord-Cadre.

Pour la Caisse des Dépôts, les personnes concernées peuvent adresser leurs demandes à l'une des adresses suivantes : Caisse des dépôts et consignations – Données Personnelles - Établissement de Bordeaux – 6, place des citernes 33059 BORDEAUX CEDEX ou par mail à l'adresse [mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr](mailto:mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr). Il est nécessaire de joindre à toute demande une pièce permettant de justifier de l'identité de la personne concernée.

Le Titulaire communiquera dans sa réponse à l'accord-cadre les coordonnées auxquelles les personnes concernées peuvent adresser leurs demandes.

Enfin, chaque Partie informe ses collaborateurs qu'ils disposent également du droit d'adresser toute réclamation concernant leurs données personnelles à la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés.

## **5.5. Force majeure**

---

Cet article déroge expressément à l'article 13.3 du C.C.A.G-T.I.C.

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsable de l'inexécution des obligations qui leur incombe en vertu de l'Accord-Cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-Cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les parties reprendront l'exécution normale de leurs obligations contractuelles. La partie empêchée avertira l'autre de la reprise de son obligation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à un (1) mois, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-Cadre, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par l'article 1218 du code civil et la jurisprudence administrative.

### 5.8 Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'Accord-Cadre

---

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution d'une partie des prestations de l'Accord-Cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification de l'Accord-Cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-Cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance totale de l'Accord-Cadre est strictement interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cents (600) euros TTC, le sous-traitant « direct » qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur est payé directement par ce dernier, pour la partie de l'Accord-Cadre qu'il assure directement.

En cas de sous-traitance autorisée, le Titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent, en vertu de l'Accord-Cadre.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le Titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des documents contractuels notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues dans les documents contractuels.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'Accord-Cadre **Fourniture d'accès à des services d'intelligence artificielle (IA), de prestations expertes et de puissance de calcul (compute)**. Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-Cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'Accord-Cadre sont rédigées en français. »*

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4) conformément aux dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. – TIC.

## 5.9 Travail dissimulé

---

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes qu'il affecte à l'exécution de l'Accord-Cadre soient régulièrement employées au regard de la législation et en particulier du Code du travail.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour l'exécution de prestations de l'Accord-Cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient, lors de leur intervention, autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## 5.10 Clause de réexamen

---

Conformément aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique, les clauses de réexamen décrites ci-après pourront s'appliquer en cours d'exécution de l'Accord-cadre.

De même, conformément à l'article 27 du CCAG-TIC, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'Accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

a) Ajouts de fournitures et/ou de prestations au BPU en cours d'exécution ;

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra se rapprocher du titulaire de l'Accord-cadre pour ajouter des fournitures et prestations au BPU en cas de besoin. Conformément à l'article R. 2194-7 du Code de la commande publique, les ajouts ne pourront conduire à une augmentation de plus de 20 % du montant de l'Accord-cadre initial. De nouvelles lignes au BPU indiqueront les prix de ces nouvelles prestations et/ou produits.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

b) Arrêt ou suspension de prestations liées à un événement indépendant de la volonté de l'Acheteur.

## 6 PRIX DE L'ACCORD-CADRE

---

### 6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

---

Les prestations faisant l'objet de l'Accord-Cadre sont réglées à **prix unitaires par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).**

Dans tous les cas, les prix de l'Accord-Cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, et notamment, tous les frais et dépenses nécessaires au Titulaire pour réaliser la prestation considérée, y compris, les frais professionnels (déplacement, repas et hébergement spécifiques à la mission) ainsi que la concession des droits de propriété intellectuelle sur la Solution et la cession des droits de propriété intellectuelle sur les Livrables à l'exclusion de la Solution.



## 6.2 Modalités de variations des prix de l'Accord-Cadre

---

Les prix de l'Accord-Cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix de l'Accord-Cadre sont révisables **annuellement** à la date anniversaire de notification de l'Accord-Cadre, sur demande écrite du Titulaire, par application aux prix de l'Accord-Cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$

dans laquelle I<sub>0</sub> et I<sub>n</sub> sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

L'index de référence I, est l'index **SYN Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA)** appliqué aux prix :

Index	Prix concernés
SYN	Tous les prix

Lorsque l'index de référence I pour le mois « n » n'est pas connu à la date contractuelle de révision des prix, il est pris référence sur une période antérieure de 12 mois glissants précédant le dernier indice publié à la date anniversaire.

**Le catalogue des prix pourra être actualisé tous les ans après transmission préalable du Titulaire.**

**Les nouveaux prix éventuels feront l'objet au préalable d'une validation expresse de l'Acheteur.**

**Le taux de remise sur catalogue s'appliquera aux nouveaux prix.**

## 7 AVANCE

---

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 11.1 du C.C.A.G.-T.I.C. Il est spécifié qu'aucune avance ne sera versée.]

## 8 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

---

### 8.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

---

**Les modalités seront précisées lors de la passation des commandes.**

## 8.2 Présentation des demandes de paiements

---

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues aux articles 11.3 du CCAG-TIC et D2192-2 du code de la commande publique, et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La nature des prestations exécutées
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'Accord-Cadre ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- la date de facturation ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement liés à l'Accord-Cadre ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;

- **Pour les filiales et la BPI, membres du groupement :**

L'adresse d'envoi des factures et le délai de paiement seront précisés dans les bons de commande.

- **Pour la Caisse des Dépôts et Consignations :**

**Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles seront retournées au Titulaire.**

**De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.**

**Libellé de facturation :**

Caisse des Dépôts et Consignations  
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses  
56 rue de Lille  
75356 PARIS 07 SP

**Facturation électronique :**

**Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).**

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution du marché.

Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante :

[assistance-sy@caissedesdepots.fr](mailto:assistance-sy@caissedesdepots.fr).

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante :

[DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr](mailto:DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr)

Le mode opératoire « *Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements* » ainsi que le « *Portail SY – Les bonnes pratiques à adopter* » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

### 8.3 Délai global de paiement

---

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : paiement direct et non différé du prix sur le budget propre de chaque membre du groupement d'achat.

Pour la CDC, les sommes dues au Titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'Accord-Cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le présent article déroge expressément au chapitre 7 du C.C.A.G.-T.I.C.

Chacune des Parties est et reste propriétaire de ses marques et de ses œuvres (notamment logiciel, bases de données, méthodologie, études) protégées ou susceptibles de l'être en application des dispositions légales, relatives à la propriété intellectuelle, ainsi que techniques et du savoir-faire antérieurs ou extérieurs au Contrat.

La reproduction ou l'utilisation par le Titulaire des éléments préexistants du Client listés ci-dessus et des données, fichiers, documents de toute nature à d'autres fins que l'exécution du présent marché, est interdite sans l'autorisation écrite du Client et est couverte par les stipulations de l'article Confidentialité.

Le Titulaire s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Client, de quelque façon que ce soit, et à faire prendre le même engagement par son personnel, ses partenaires et ses sous-traitants affectés à l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à respecter la marque « Groupe Caisse des Dépôts » ou tout autre marque protégée du Client ou de ses entités contrôlées et demander l'accord préalable avant toute communication intégrant les marques du Client ou des entités contrôlées par le Client.

Dès lors que le Titulaire fournit au Client des livrables tels que des rapports, études, documentation, méthodologie, le Titulaire cède au Client, à titre gratuit, exclusif et irrévocable, conformément à l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle, l'ensemble des droits patrimoniaux afférents auxdits Livrables à la date de réalisation, pour la durée de protection des droits d'auteur, pour un territoire étendu au monde entier, et pour toute destination et usage présent ou futur qu'entend en faire le Client.

Les droits patrimoniaux cédés comprennent le droit d'utilisation, le droit de reproduction, le droit d'adaptation, le droit de représentation, le droit de commercialisation et le droit d'accorder à tout tiers notamment à ces entités contrôlées, par voie de cession ou de concession les mêmes droits que ceux cédés au Client.

Dans les relations avec les fournisseurs de solutions d'IA, le Titulaire s'engage à obtenir dans le catalogue des offres les garanties suivantes :

- En cas de recours à des licences/maintenance de logiciel « on premise » :  
La fourniture de tout logiciel « on premise » consiste en une concession du droit d'usage non exclusif valable pour l'ensemble des entités contrôlées par le Client dans les conditions de licence conclues avec l'éditeur.  
La licence comporte la remise au Client :
  - De tous les éléments logiciels nécessaires (support, format) pour l'utilisation du logiciel par le Client,
  - De toute la documentation/spécifications décrivant les fonctions et les modalités d'emploi des logiciels fournis et permettant leur utilisation
  - Les conditions de maintenance préventive, corrective et évolutive des logiciels conformément aux niveaux de services standard indiqués dans le CCTP

- En cas de recours à des solutions en mode SaaS :  
Les conditions contractuelles notamment les modalités de réversibilité, de sécurité et le respect de la réglementation sectorielle applicable (DORA notamment) sont fixées dans un contrat conclu directement avec le fournisseur de la solution. Le Titulaire s'engage à obtenir du fournisseur une garantie sur la pérennité de la solution en mode SaaS pendant toute la durée de l'Accord-Cadre.

## 10 PENALITES

---

### 10.1 Stipulations communes

---

Les stipulations du présent article dérogent aux termes de l'article 14 du C.C.A.G.-T.I.C.

En cas de manquement à ses obligations contractuelles, le Titulaire encourt les pénalités prévues au présent article. Il est précisé que l'application des pénalités ne restreint pas le droit de l'Acheteur de résilier l'Accord-Cadre en application des stipulations contractuelles.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités des articles 10.2 et 10.4 ci-dessous ne peut être supérieur à 50 % du montant total HT cumulé des bons de commande de l'Accord-Cadre à la date à laquelle le manquement contractuel est constaté.

Toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par l'Acheteur conformément aux Documents Contractuels, ou force majeure, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 23.4 du C.C.A.G.-T.I.C.

Les pénalités autres que les pénalités de retard et pénalités pour non-respect des niveaux de service ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

Le fait qu'un indicateur de service ne soit pas assorti d'un calcul de pénalités ne signifie nullement que l'Acheteur renonce au niveau de service contractuel correspondant.

D'autres indicateurs que ceux mentionnés pourront être pris en compte parce qu'ils sont représentatifs d'un axe d'amélioration de la qualité ou parce que les parties considèrent que des indicateurs ne sont pas ou ne sont plus pertinents ou parce qu'il apparaît à l'usage que les niveaux de service effectivement atteints sont durablement (au moins trois (3) mois consécutifs) en dessous des valeurs contractuelles. Dans ce dernier cas, la prise en compte de la demande de l'Acheteur d'assortir ledit indicateur d'une pénalité est de droit.

L'Acheteur émettra un titre exécutoire correspondant au montant des pénalités. Il est convenu que l'Acheteur pourra déduire le montant de ce titre exécutoire du règlement correspondant au mois de prestation, objet des pénalités.

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire.

En cas d'atteinte du plafond des pénalités du fait du Titulaire, l'Acheteur peut résilier l'Accord-Cadre aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité de ce fait, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par l'Acheteur au titre des préjudices subis.

La non-facturation de pénalités ne pourra pas être interprétée comme une renonciation au bénéfice des pénalités. Les pénalités peuvent être cumulées.

## **10.2 Pénalités de retard**

---

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-T.I.C., en cas de dépassement, par le fait du Titulaire, des délais contractuels, celui-ci encourt, par jour de retard les pénalités suivantes :

**- Retard de mise à disposition de la Solution :**

En cas de retard à la mise à disposition de la Solution : Pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.

**- Retard de toute autre nature :**

En cas de dépassement, par le fait du Titulaire, du délai contractuel dû par le Titulaire au titre de l'Accord-Cadre, et plus généralement en cas de non-respect de tout délai contractuel, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à cent (100) euros par jour calendaire de retard.

## **10.3 Pénalités pour non-respect des niveaux de service**

---

**Lors de la passation de chaque commande, les modalités de sanction seront contractualisées avec le fournisseur de la Solution, en particulier les pénalités pour non-respect des niveaux de services.**

## **10.4 Pénalités pour autres motifs**

---

**- Pénalités pour non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité**

Par dérogation expresse aux termes de l'article 14.3 du C.C.A.G.-T.I.C les pénalités pour non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité sont écartées. En conséquence, le Titulaire répondra du non-respect de ses obligations de sécurité ou de confidentialité conformément aux dispositions de l'article « Responsabilité contractuelle ».

**- Pénalités pour non-respect de la législation du travail**

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant cumulé TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle le Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

**- Pénalités pour non-respect des obligations sociales et environnementales**

En cas de non-respect des obligations sociales et environnementales prévues par l'article 5.1.3 du présent CCAP le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10% du montant cumulé TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise.]

## 11 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

---

L'Accord-Cadre pourra être résilié par l'Acheteur dans les cas et selon les conditions prévues aux présentes, ainsi que, dans la mesure où il n'y est pas dérogé, dans les cas et selon les conditions prévues au chapitre 8 du C.C.A.G.-T.I.C., avec les réserves et précisions suivantes :

- en cas de résiliation de l'Accord-Cadre par l'Acheteur pour motif d'intérêt général (article 51 du C.C.A.G.-T.I.C.), le Titulaire ne percevra pas d'indemnisation ;
- en cas de résiliation de l'Accord-Cadre pour faute du Titulaire, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la résiliation ;
- en cas de résiliation de l'Accord-Cadre pour faute du Titulaire, l'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'Accord-Cadre, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 54 du C.C.A.G.-T.I.C., soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'Accord-Cadre prononcée pour faute du Titulaire.

A moins que l'Acheteur n'en dispose autrement, la résiliation de l'Accord-Cadre à l'égard du Titulaire entraîne la résiliation des bons de commande en cours d'exécution. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification. Par dérogation à l'article 51 du C.C.A.G.-T.I.C., le Titulaire de l'Accord-Cadre n'a dans ce cas droit à aucune indemnisation.

**Outre les cas visés à l'article 50 du C.C.A.G.-T.I.C., l'Accord-Cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :**

- Dans l'hypothèse où, en cours d'exécution de l'Accord-Cadre, le Titulaire ou l'un de ses sous-traitants sont soumis à l'application d'une loi extraterritoriale non européenne permettant la captation des données de l'Acheteur hébergées sur la Solution par des autorités étrangères (30) jours calendaires après l'envoi d'une notification de résiliation adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1 et suivants, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, l'Accord-Cadre sera résilié aux torts du titulaire.
- En cas d'atteinte du plafond de pénalité.

Dans ces cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait fait valoir ses observations.

## 12 RESPONSABILITE ET ASSURANCES

---

### 12.1 Responsabilité contractuelle

---

Les conditions de mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des éditeurs et fournisseurs de Solutions seront déterminés dans les contrats conclus directement avec les éditeurs/ fournisseurs.

Le Titulaire supportera seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à l'Acheteur, à des tiers ou aux personnels de l'Acheteur au titre de l'Accord Cadre. Il s'engage, en outre, à garantir l'Acheteur contre toute action ou réclamation intenté par des tiers contre l'Acheteur.

**Le Titulaire indiquera dans sa réponse à appel d'offres le montant du plafond de responsabilité contractuelle applicable dans la relation avec l'Acheteur conformément à ses usages contractuels en qualité de revendeur de Services.**

Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- en cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles telles que visées en annexe « sous-traitance de traitement de données à caractère personnel », en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel ;
- en cas de mise en œuvre des dispositions de l'article « Garantie d'éviction » ;
- en cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

En cas de co-traitance, l'Acheteur pourra engager la responsabilité du Titulaire, quel que soit la forme du groupement, notamment pour les litiges, réclamations, actions fondées sur des actes de contrefaçon ou d'agissements parasitaires du co-traitant.

Les Parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du code civil.

Il est expressément convenu entre les Parties, et accepté par le Titulaire, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résiliation de l'Accord-Cadre.

## **12.2 Assurances**

---

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'Accord-Cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance cyber-risques et un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à la CDC et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre.

Le Titulaire s'engage à conclure une police d'assurance contenant des garanties en adéquation avec les enjeux opérationnels et financiers de l'Accord-Cadre.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à chaque reconduction de l'Accord-Cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire devra transmettre, chaque année, une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.



Au cours de la période de validité de l'Accord-Cadre, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-Cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. La CDC se réserve le droit de résilier l'Accord-Cadre si elle juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 15 DROIT ET LANGUE

---

Le présent Accord-Cadre est soumis au droit français.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

## 16 CLAUSES COMPLEMENTAIRES

---

### 16.1 Régularité administrative du Titulaire :

---

**Les documents à produire par le titulaire sont à remettre sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.**

Le Titulaire de l'Accord-Cadre produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-Cadre** :

- 1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail :
  - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois, dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF.**

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2<sup>o</sup> du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

## 16.2 Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

---

L'Acheteur est doté d'un code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres cocontractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte

auprès du déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

### **16.3 Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption**

---

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

### **16.4 Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT**

---

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du code monétaire et financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT).

La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire de l'Accord-Cadre est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

## **17 DEROGATIONS AU C.C.A.G.- TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)**

---

Les dérogations au C.C.A.G.- Techniques de l'Information et de la Communication, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 4.2 déroge à l'article 13.3 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 10.2 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G.-T.I.C.
- L'article 10.4 déroge à l'article 14.3 du C.C.A.G.-T.I.C
- L'article 11 déroge à l'article 51 du C.C.A.G.-T.I.C
- L'article 13 déroge au chapitre 7 du C.C.A.G.-T.I.C